**Module : CLE**

**Niveau : L2**

**Semestre : 04**

**Année universitaire : 2024-2025**

**La France, ravagée par le premier conflit mondial**

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la France est un pays dévasté, humainement et économiquement. Le déficit des naissances atteint le million et demi et se répercutera sous la forme de « classes creuses » dans les années 1930. Les politiques en place, en défaveur de la natalité, ne furent compensées que par une amplification de l’immigration. Financièrement, les prêts contractés durant la Grande Guerre atteignent des montants astronomiques, tout comme le coût total des destructions matérielles. Les régions du nord et de l’est, où se situait une large part du potentiel industriel français de l’époque, sont dévastées. L’inflation a également appauvri bon nombre d’épargnants. Pour remédier à ce sombre tableau, la France compte bien faire payer l’Allemagne, présentée comme responsable de la guerre dans le Traité de Versailles en 1919.

**La France jusqu'au krach de 1929**

**A) Le Bloc national (1919-1924)**

Pendant la Première Guerre mondiale, les divisions politiques s’effacent et la France se dote d’un gouvernement d’unité nationale, appelé **« l’Union Sacrée** ». Après quatre années de conflit, des élections législatives sont organisées en 1919, symboliquement le 11 novembre, date anniversaire de l’armistice. La campagne électorale est centrée sur la préservation de l’Union Sacrée pour éviter la propagation des idées révolutionnaires venues de Russie bolchevique.

Ces élections voient une victoire écrasante du « Bloc national », une coalition de la droite et du centre, dont 90 % des députés sont d’anciens combattants. Cette assemblée est surnommée la « Chambre bleu horizon », en référence à la couleur des uniformes militaires. Un gouvernement regroupant la droite et les radicaux se met en place, tandis que la gauche est divisée. Le congrès de Tours en 1920 marque la scission de la gauche française : d’un côté, la Section Française de l’Internationale Ouvrière (SFIO), dirigée par Léon Blum et prônant un socialisme réformateur (réformes sociales dans un cadre démocratique), et de l’autre, la Section Française de l’Internationale Communiste (SFIC, futur Parti Communiste Français), favorable à un socialisme révolutionnaire et aligné sur Moscou.

Le Bloc national mène une politique conservatrice, marquée par un fort patriotisme et une opposition au bolchévisme. Il adopte une position intransigeante envers l’Allemagne sur la question des réparations de guerre. Cependant, dès 1919, le gouvernement doit faire face à une agitation sociale croissante. Les ouvriers, ayant pris conscience de leur rôle crucial pendant la guerre (notamment dans l’industrie de l’armement), réclament des augmentations de salaire par des grèves et des manifestations. Le gouvernement accorde certaines concessions, mais n’hésite pas à réprimer les mouvements sociaux.

Sur le plan économique, la situation reste difficile jusqu’en 1924. La France est lourdement endettée à cause des emprunts contractés pendant la guerre, notamment auprès des États-Unis. Les coûts de reconstruction et l’augmentation des dépenses publiques aggravent la situation financière. Le Bloc national avait fondé ses espoirs sur les réparations allemandes, résumées par le slogan « l’Allemagne paiera ». Cependant, l’Allemagne, trop affaiblie, ne peut honorer ces paiements. En réponse, le Président du Conseil Raymond Poincaré décide d’envahir la Ruhr en 1923 pour s’emparer du charbon allemand. Refusant de dévaluer le franc par fierté nationale, le gouvernement augmente les impôts pour faire face à un déficit croissant.

Par ailleurs, le Bloc national mène une politique pro-cléricale, refusant d’étendre la séparation de l’Église et de l’État dans les territoires récupérés de l’Alsace et de la Moselle. Cette position entraîne le retrait des radicaux du gouvernement. La dislocation progressive du Bloc national ouvre la voie au retour de la gauche au pouvoir en 1924, avec la formation du Cartel des Gauches.

**B) Du Cartel des Gauches au retour de la droite au pouvoir**

Les tensions entre la droite et les radicaux s’intensifient, conduisant ces derniers à quitter le gouvernement en 1923. Ils s’allient alors à la SFIO (Section Française de l’Internationale Ouvrière), qui s’était séparée de sa branche révolutionnaire lors du Congrès de Tours en 1920. Ensemble, la SFIO et le Parti radical forment le « Cartel des Gauches ». Cette coalition remporte les élections législatives de 1924, portant le radical Édouard Herriot à la présidence du Conseil. Herriot souhaite appliquer les lois laïques de 1905 et mener une politique anticléricale, mais il doit renoncer à ces projets face à l’opposition des catholiques et aux craintes de montée des mouvements indépendantistes en Alsace et en Moselle.

Sur le plan international, le Cartel des Gauches accepte en août 1924 le **plan Dawes**, qui réduit le montant des réparations de guerre imposées à l’Allemagne. En échange, la France évacue la Ruhr en 1925, mettant fin à l’occupation commencée en 1923 pour faire pression sur l’Allemagne. Herriot reconnaît également l’URSS à l’automne 1924, un geste symbolique. Par ailleurs, **Aristide Briand,** ministre des Affaires étrangères de 1925 à 1932 et Prix Nobel de la Paix en 1926, défend une vision pacifiste et fédérale de l’Europe. Il joue un rôle clé dans la promotion de la paix, notamment avec **le pacte Briand-Kellogg (1928),** qui condamne le recours à la guerre.

Cependant, sur le plan économique, le Cartel des Gauches est fragilisé par des divisions internes. Herriot, peu compétent en matière économique, ne parvient pas à redresser la situation financière de la France, fortement endettée. La valeur du franc s’effondre en raison d’une multiplication des prêts et des avances accordés par la Banque de France, toujours contrôlée par les « 200 familles » (les grandes fortunes françaises). L’inflation augmente fortement, et Herriot, en brandissant la menace d’un impôt sur le capital qu’il ne mettra jamais en place, provoque la panique des milieux bancaires et financiers. Confronté à ces difficultés, il est contraint de démissionner, dénonçant le **« Mur d’argent »** qu’il accuse d’être à l’origine des problèmes financiers du pays.

Face à une situation économique désastreuse et au bord de la faillite, le président de la République **Gaston Doumergue** rappelle **Raymond Poincaré** en 1926 comme président du Conseil et ministre des Finances. Poincaré forme un gouvernement d’union nationale, rassemblant la droite et les radicaux. Il met en place des mesures fiscales rigoureuses qui permettent de redresser les finances publiques et de rembourser la dette. Grâce à sa popularité et aux premiers résultats positifs, la droite, alliée au centre, remporte les élections législatives de 1928.

Poincaré lutte contre l’inflation et impose une politique d’austérité, tout en évitant l’erreur commise par Churchill en Grande-Bretagne, qui avait rétabli la convertibilité de la livre sterling à sa parité d’avant-guerre, ce qui avait gravement affecté l’économie britannique. Malgré l’opposition d’une partie de la droite conservatrice, Poincaré instaure en 1928 **le franc** **Poincaré**, dévalué de 80 % par rapport au franc Germinal. Cette réforme restaure la convertibilité du franc en or et redonne confiance aux investisseurs, stimulant la croissance économique française au moment où les États-Unis plongent dans la crise de 1929. Ainsi, en 1929, la France connaît une période de prospérité relative, contrastant avec les difficultés économiques mondiales.